
COMPTE-RENDU DE REUNION

Objet : **Commission administration, finances, fiscalité et délégation de service public**

Date : **07/09/2022**

Présent(s) : M. Eric CARPENTIER, Mme Odile DECHAMPS, Mme Françoise DENIAU, M. Mickaël DODELIN, M. Dominique MACE,

Absent(s) excusé(s) : M. Francis ALABERT, M. Gérard CHARASSIER, M. Mario DEMAZIERES, M. Sylvain GARAND

Absent(s) : M. Laurent BENARD M. Jacques CAHARD, Mme Josiane GILLE, M. Pascal LEBORGNE, M. Gérard LEGAY, M. Vincent LEMETTAIS, M. Eric RENEE, Mme Dominique TALADUN

Agent(s) : Mme Jannick LEFEVRE, Mme Sandrine LOLLIER

1. Approbation du compte rendu de la réunion du 1^{er} juin 2022

Approbation du compte rendu.

2. Adoption du référentiel M57 au 1^{er} janvier 2023 (question présentée en juin)

Avis favorable de la commission sur ce projet de délibération.

3. Dotations aux provisions pour créances douteuses (question présentée en juin)

Avis favorable de la commission sur ce projet de délibération.

4. Budget Ordures Ménagères – Admissions en non-valeur

Avis favorable de la commission sur ce projet de délibération.

5. Zones d'activités économiques – Classement de voiries dans le domaine public

Il est précisé que, pour les EPCI, la longueur de voirie n'intervient pas dans le calcul de la DGF.

Avis favorable de la commission sur ce projet de délibération.

6. Zone d'activités d'Auzebosc – bilan de clôture de l'opération d'aménagement et clôture du budget annexe de la zone d'activités

Avis favorable de la commission sur ce projet de délibération.

7. Programme LEADER 2023 2027 – Autorisation de signature d'une convention cadre de partenariat avec le PNRBSN pour une réponse conjointe et désignation de représentants

Seules 6 communes de la communauté de communes sont membres du PNRBSN : Yvetot, Saint Clair sur les Monts, Touffreville la Corbeline, Bois Himont, Allouville Bellefosse, Auzebosc.

La passation de cette convention avec le PNRBSN permettra aux 13 autres communes d'être éligibles à ces fonds LEADER. Cela représente une opportunité de financement de projets innovants dans des domaines très variés.

Pour le programme actuel, les fonds LEADER représentent environ 4 millions d'euros. Le montant maximal de LEADER attribué par projet est de 100 k€.

Les projets déposés par des privés, des associations, des structures publiques sont examinés en premier lieu par un comité de programmation. Si le comité de programmation émet un avis favorable, le projet est transmis à la Région. Si le projet est validé, le montant attribué au titre du LEADER est ensuite voté par le comité de programmation.

Avis favorable de la commission sur ce projet de délibération.

8. Notification du FPIC 2022

Le FPIC est un fonds de péréquation horizontale au niveau des blocs communaux, c'est-à-dire des données consolidées des EPCI et des communes membres.

Les blocs communaux considérés les plus riches sont prélevés pour alimenter un fonds d'un montant actuel de 1 milliard d'euros.

Ce montant est réparti entre les blocs communaux considérés les plus pauvres, environ 54 % des blocs communaux.

Pour la première année, notre bloc communal composé de la CCYN et des communes membres n'est pas éligible au FPIC. Notre ensemble intercommunal est classé au 4^{ème} rang après le dernier ensemble éligible. Pour rappel, en 2021, notre bloc communal avait bénéficié d'une dotation de 716 635 €.

En 2022, au titre du mécanisme de garantie en cas de perte d'éligibilité à ce fonds, notre bloc communal bénéficie d'une dotation correspondant à l'attribution d'une dotation égale à 50 % de celle de l'année précédente.

En 2022, notre bloc communal bénéficie donc d'une dotation de 358 318 €.

La ville d'Yvetot a adressé au mois d'août un courrier à la CCYN pour solliciter **une répartition dérogatoire « à la majorité des 2/3 »** de l'enveloppe du FPIC attribuée en 2022 au bloc communal.

Une répartition dérogatoire à la majorité des 2/3 doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- Dans un premier temps, le montant du FPIC est réparti entre l'EPCI d'une part et ses communes membres d'autre part, librement mais sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % du montant de droit commun.
- Dans un second temps, la répartition du FPIC entre les communes membres peut être établie en fonction au minimum des trois critères précisés par la loi. Les pondérations et critères supplémentaires choisis ne peuvent pas avoir pour effet de majorer ou de minorer de plus de 30 % l'attribution d'une commune par rapport à celle de droit commun.

La demande de la Ville d'Yvetot consiste **à diminuer de 30 % le montant du FPIC de droit commun de l'EPCI, soit une baisse de 40 730 euros**, et d'attribuer ce montant aux 19 communes membres en fonction des pondérations et des critères de droit commun.

Le montant de FPIC attribué aux communes augmenterait de 18 %, représentant une hausse allant de 595 € pour la commune de Baons le Comte à 13 831 € pour la commune d'Yvetot.

Une répartition « dérogatoire libre » est également envisageable. Néanmoins, cette répartition nécessite un vote du conseil communautaire à l'unanimité dans un délai de mois suivant la notification, ou à la majorité des deux tiers dans ce même délai, avec approbation de l'ensemble des conseils municipaux dans un délai de deux mois suivant la délibération de l'EPCI.

Néanmoins, compte tenu de la notification du FPIC fin juillet et du délai de deux mois dont l'EPCI dispose pour délibérer sur une répartition dérogatoire, les membres présents considèrent unanimement impossible d'acter d'autres critères de répartition dans ces conditions. Pour cela, il est également évoqué la pertinence de réaliser un diagnostic financier et fiscal du territoire pour identifier nos forces et nos faiblesses, nos marges de manœuvre, définir une stratégie de solidarité communautaire plus juste, ... Ce sujet sera présenté aux maires lors du bureau communautaire. La réalisation d'une telle étude passe par la compréhension de ses objectifs et son acceptation par l'ensemble des communes. Cette étude est une opportunité d'envisager l'avenir de notre territoire sur son périmètre fiscal et financier, surtout dans un contexte d'instabilité (hausse de coûts des matières premières, de l'énergie ...).

Après débat, les membres présents émettent un avis défavorable à l'application d'une répartition dérogatoire du FPIC compte tenu du faible enjeu financier pour les communes membres au regard de la perte de recettes par rapport à l'année précédente et actent le principe d'engager le débat sur la réalisation d'un pacte financier et fiscal.

9. Fonds de concours 2019 -2025 – Examens de dossiers

3 projets sont présentés aux membres de la commission.

Les membres de la commission émettent un avis favorable pour l'attribution d'un montant de fonds de concours de :

- 28 472,44 € pour le projet de renforcement de la VC2 (allée du Château) et de la VC25 de la commune d'Auzebosc
- 19 842,44 € pour le projet de création d'une sente verte de la commune de Sainte Marie des Champs,
- 11 791,20 € pour des travaux de voirie de la commune de Bois Himont.

Pour rappel, **seules les dépenses d'investissement sont éligibles à ce fonds de concours.**

La séance est levée à 20h25.



La Vice-Présidente,

Madame Françoise DENIAU

